

REPUBLICQUE RWANDAISE



AMBASSADE A DAR ES SALAAM  
P. O. BOX 2918

CONFIDENTIEL

# **RAPPORT ANNUEL 1983**

**AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

CONFIDENTIEL

DAR ES SALAAM  
Le 30 NOVEMBER 1983



CHAPITRE II: AFFAIRES ECONOMIQUES  
ET FINANCIERES

SECTION I: INTRODUCTION

SECTION II: SITUATION ECONOMIQUE

1. Le mal de l'économie tanzanienne
2. Une situation de crise persistante

SECTION III: SITUATION FINANCIERE

1. Le déficit commercial
2. Le manque de devises

SECTION IV: MESURES DE REDRESSEMENT

1. Amélioration de la production agricole
2. Révision du système des prix
3. Redynamisation de l'industrie
4. Restructuration des parastataux

## CHAPITRE II: AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### SECTION I: INTRODUCTION

#### La Tanzanie face aux problèmes économiques mondiaux

La situation économique actuelle dans le Monde ne laisse pas espérer des jours meilleurs aux Pays en développement.

Les efforts de développement de ces Pays sont annihilés par les déséquilibres structurels dans lesquels évolue actuellement la communauté internationale.

La conjoncture économique de l'heure est caractérisée par un marasme persistant, avec une crise muée en récession, aggravée par l'érosion monétaire, l'inflation galopante, le chômage et la détérioration des termes de l'échange.

Les ventes à l'exportation des Pays en développement sont très basses et du fait, leurs bénéfices très réduits. Leurs importations des biens essentiels restent très élevées et particulièrement coûteuses pour les Pays non producteurs de pétrole.

Le déficit de leur balance des paiements ne cesse de s'aggraver.

Les prêts commerciaux leurs consentis diminuent chaque jour en volume tandis que les taux d'intérêt restent très élevés, ce qui rend écrasant le poids de la

.../...



dette extérieure et accule beaucoup de ces Pays à la cessation de paiement.

Les fonds d'aide à la coopération restent stagnants là où ils ne sont pas en constante diminution.

L'écart continue à se creuser entre les Pays pauvres et les Pays riches.

Ces derniers évoquent précisément les conditions économiques actuelles difficiles pour justifier leur repli.

Les résultats de la dernière CNUCED à Belgrade l'ont bien prouvé: elle n'a abouti qu'à des conclusions très maigres et très limitées alors que les Pays du Tiers Monde fondaient tous leurs espoirs sur cette rencontre internationale pour faire évoluer positivement le dialogue Nord-Sud.

L'on a amèrement constaté qu'aucune des mesures concrètes qui devraient favoriser la relance économique dans les Pays en développement n'a été annoncée en ce qui concerne les transferts financiers susceptibles d'entraîner à terme cette relance et d'éviter un regain de crise pour les Pays fortement tributaires des marchés extérieurs et de leurs matières premières dont les cours se dégradent sans cesse.

Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne le financement compensatoire de la baisse de leurs recettes d'exportation.

.../...

Dans ces conditions, l'on ne peut s'empêcher d'affirmer que les perspectives socio-économiques pour les Pays en développement restent sombres.

Très sombres pour la Tanzanie, ce Pays qui, paradoxalement, n'a cessé de bénéficier des aides extérieures accrues et diversifiées, comme on le verra par la suite.

Si il est vrai que la Tanzanie, comme tous les autres Pays en développement, a commencé à faire l'expérience de difficultés économiques suite à la dépression économique mondiale et particulièrement après le premier choc pétrolier de 1973, d'aucuns affirment que la situation économique dramatique dans laquelle se trouve actuellement ce Pays est beaucoup plus le résultat d'un mauvais système de structures internes que celui des facteurs extérieurs.



SECTION II: SITUATION ECONOMIQUE

1. Le mal de l'économie tanzanienne

Plusieurs raisons ont été souvent avancées pour justifier les difficultés que traverse l'économie tanzanienne.

On a cité notamment:

- La sécheresse enregistrée en 1974-75 et de nouveau en 1979.
- La hausse des prix du pétrole (en 1980 par exemple, 45% du total des recettes d'exportation du Pays étaient utilisés pour payer la note pétrolière).
- La guerre avec l'Uganda, qui a coûté à la Tanzanie plus de 400 Millions de Shillings.
- Le ralentissement de la production dû au manque de pièces de rechange et de matières premières pour faire tourner à leur capacité les nombreuses usines et industries du Pays.
- Les investissements substantiels et imprévisibles consentis pour la création de la nouvelle compagnie aérienne nationale et les liquidités déboursées pour exploiter les chemins de fer et les ports tanzaniens après l'effondrement de la communauté est-africaine.

Toutes ces raisons ont certes affaibli la santé économique du Pays, mais les spécialistes de l'analyse économique affirment que la malheureuse situation actuelle du Pays est principalement due à la mauvaise performance de la production agricole et au système de gestion appliqué dans le Pays.

.../...

En effet, après la nationalisation des grandes fermes privées et l'instauration du système de villagisation, le moteur du développement -l'agriculture- est tombé en panne après plusieurs années de ralentissement graduel.

Dans le secteur agricole en effet, les paysans n'ont pas été encouragés à produire plus. Alors que les prix des produits manufacturés étaient majorés, les prix aux producteurs restaient inchangés. Aussi les paysans préféraient garder leurs produits agricoles ou les vendre sur le marché noir.

En ce qui concerne les produits d'exportation, la situation n'est guère meilleure.

Les paysans ne veulent plus faire des efforts pour augmenter la production. Ils sont découragés par le fait qu'ils ne sont pas payés à temps, que des fois leurs récoltes pourrissent dans les dépôts, faute de transport. Ils préfèrent se consacrer aux produits de subsistance dont le travail d'entretien est moins dur et dont les prix ne sont pas contrôlés par l'Etat.

Au mois de Janvier 1983 par exemple, les journaux locaux publiaient des articles révélant que les milliers de tonnes de coton pourrissaient dans les villages, dans la région de MWANZA par manque de sacs et de moyens de transport.

.../...



Dans la région d'ARUSHA et de KILIMANJARO, les paysans commençaient à abandonner leurs plantations de café ou les remplaçaient tout simplement par des cultures de maïs, d'oignons, de tomates, etc... plus intéressants au point de vue revenu.

Les paysans des régions côtières ont brûlé leurs plantations de noix de cajou parce que les prix ne sont plus payants par rapport aux produits vivriers dont les prix ne sont pas contrôlés.

L'inefficacité des sociétés parastatales, créées pour assurer la production et la commercialisation des produits agricoles, ainsi que le mauvais système de prix -prix très peu rémunérateur- ont fait également perdre la motivation aux producteurs, contribuant à leur tour à la diminution de la production.

La baisse de la production ainsi enregistrée depuis plusieurs années a déclenché des réactions en chaîne qui ont eu des effets néfastes sur toutes les activités économiques du Pays.

Voici dans un schéma simplifié, le jeu de ces réactions en chaîne:

- La baisse de la production agricole a entraîné la baisse des exportations.
- La baisse des exportations des produits agricoles, en volume et en termes réels, accompagnée de la détérioration des termes de l'échange, a diminué la rentrée des devises.

.../...



- Les exportations ne pouvant plus faire entrer des devises nécessaires, le Gouvernement n'était plus en mesure d'importer le minimum vital pour faire tourner l'économie.
- Le manque de matières premières et de pièces de rechange importées ont contraint certaines usines à fermer leurs portes et d'autres à tourner à moins de 30% de leur capacité.
- L'insuffisance de la production agricole et industrielle a provoqué le renchérissement des produits alimentaires et l'augmentation des prix des produits manufacturés.
- L'augmentation des prix, aggravée par un mauvais système de distribution a débouché sur une pénurie généralisée qui a entraîné le recours au marché noir, à la fraude et à la corruption.

Telle est la situation qui prévaut actuellement et à laquelle les autorités ont eu à faire face au cours de cette année 1983, lorsque, après le coup d'Etat manqué, dirigé contre le Président NYERERE, la guerre fut officiellement déclarée contre les "saboteurs" et les "fraudeurs" de l'économie tanzanienne.

## 2. Une situation de crise persistante

Les gens avaient et ont encore faim. Les produits alimentaires de base tels que le riz, la farine de maïs, les haricots, la pomme de terre, le sucre, l'huile de cuisine, etc. sont rares et coûtent excessivement cher.

.../...

Les magasins restent vides pour d'autres produits de première nécessité tels que le savon, la pâte dentifrice, le papier de toilette, les piles sèches, etc...

Une telle situation de pénurie et de crise engendre un mécontentement généralisé qui débouche sur la tentative de coup d'Etat enregistrée au début de cette année.

Nous l'avons déjà signalé, ce coup d'Etat manqué, fut menée par une partie de l'armée et des civils qui, fatigués par la situation, voulaient se débarrasser du Président NYERERE qu'ils considèrent comme le principal responsable de la misère qui sévit dans le Pays.

Pour ces révoltés et pour bon nombre d'autres tanzaniens, les nationalisations des grandes fermes privées décidées en 1973, le programme de villagisation Ujamaa, la multiplication des sociétés parastatales pour la production et la commercialisation des produits agricoles et industriels, le système de fixation des prix, etc... n'ont mené qu'à la déception et à l'échec de la politique de socialisme et de l'auto-suffisance définie et acclamée dans la fameuse déclaration d'Arusha de 1967.

Le Président NYERERE, pour réagir contre la tentative de coup d'Etat, a lancé une campagne contre les "saboteurs et les fraudeurs" de l'économie.

.../...



Mais c'était chercher le mal là où il n'était pas!  
En effet, ce coup de balai donné en Avril 1983, plutôt que d'améliorer la situation économique, n'a fait que rehausser de plus belle la pénurie des biens de consommation.

La thésaurisation et la fraude combattues, le marché noir n'a pas été pour autant circonscrit. Même à des prix exorbitants, il restait le moyen le plus "sûr" de s'approvisionner.

Ainsi, au prix des produits théoriquement contrôlés par l'Etat, mais qu'on trouvait rarement sur le marché, se juxtaposait un prix du marché noir, imposé par la force des choses.

Voici, à titre d'exemple, quelques articles et leurs prix parallèles:

ARTICLE	PRIX OFFICIEL	PRIX MARCHÉ NOIR
1 Sac de ciment	70 Sh.T.	120 Sh.T.
1 Khanga	110 Sh.T.	500 Sh.T.
1 Kitenge	100 Sh.T.	350 Sh.T.
1 Kg de Sucre	11.6 Sh.T.	50 Sh.T.
1 Savon	15 Sh.T.	40 Sh.T.
1 Caisse de Fanta	96 Sh.T.	150 Sh.T.
1 Caisse de Bière	580 Sh.T.	700 Sh.T.

.../...

Pour les produits agricoles, dont les prix ne sont pas ontrôlés, c'est la loi de l'offre et de la demande qui joue, toujours au grand damm du consommateur. Ainsi, 1 Kg de Haricots coûte 18 Sh.T.

1 Kg de Patates douces 10 Sh.T.

1 kg D'oignons coûte 15 Sh.T.

1 Kg de tomates - 40 Sh.T.

1 Orange - 4 Sh.T.

1 Banane (ibère) - 2 Sh.T.

1 Kg de viande - 65 Sh.T.

Et ces prix ne cessent d'augmenter chaque jour.

Selon les indications du Ministère de l'Agriculture: Au cours des mois de juin et de Juillet 1983, les prix du blé, du maïs et des pommes de terre ont augmenté respectivement de 3,31% et de 14%.

Le prix du chou-fleur a augmenté de 15% à partir du mois de Juin, atteignant ainsi 37% de son prix d'il y a six mois.

Le prix des fruits a augmenté de 14%.

Le blé disponible seulement dans les régions où il se cultive, se vend à 12,43 Sh. le Kg, soit 31% plus cher qu'il y a six mois.

Voici pour quelques autres articles de consommation, les prix qui ont été fixés au 29 Août 1983:

1 Kg d'huile de cuisine: 57,80 Sh. au lieu de 38,35Sh.

1 Kg de margarine : 58,95 Sh. au lieu de 39,95Sh.

1 Litre d'huile de soja: 80,25 Sh. au lieu de 69,00Sh.

1 Kg de sel : 2,65 Sh. au lieu de 2,10Sh.

....



S'agissant des articles d'habillement et de biens d'équipement, comme rien n'est importé, les gens se contentent de la fabrication locale, très chère malgré sa très mauvaise qualité.

SECTION III: SITUATION FINANCIERE

1. Le déficit commercial

Depuis 1970 jusqu'à ce jour, la balance commerciale extérieure de la Tanzanie est restée déficitaire.

Ainsi, par exemple:

En 1970, ce déficit était de 477 Millions de Shillings.

En 1980, il s'élevait à 5. 239,5 Millions de Shillings.

Et pour le seul mois de Juin 1982, il était de 143,8 Millions de Shillings.

En 1982, les exportations ont décliné de 16,7% allant de 4. 705,8 Millions de Shillings (1981) à 3.919 Millions de Shillings.

Le Gouvernement a pris quelques mesures de redressement telles que la création d'un Fonds de garantie de crédit à l'exportation et l'application de ce qui a été appelé "Programme d'ajustement structurel", qui vise à élever le niveau des exportations de 33% afin de pouvoir atteindre 9.600 Millions de Shillings au cours de l'année 1984/85.

Mais jusqu'ici, aucun signe encourageant d'amélioration ne se perçoit.

Au contraire, comme souligné plus haut, la baisse du volume des exportations, accompagnée des mauvais termes de l'échange, a eu comme conséquences:

.../...



- La baisse des importations (qui a surtout frappé les biens d'équipement et les biens de consommation, de 15,0% et de 21,4% respectivement).
- L'épuisement des réserves extérieures et l'accumulation des arriérés.

- Au mois de mai 1983, les arriérés impayés s'élevaient à 4 milliards de shillings.  
2. Le manque de devises

Le Pays souffre tragiquement de manque de devises pour importer les biens de première nécessité.

Depuis le milieu de 1978, les licences d'importation ont été sévèrement limitées.

La recherche des devises est devenue presque une hantise:

- Le Gouvernement oblige les Diplomates à acheter le carburant en monnaie convertible et à un prix non détaxé.
- Les étrangers doivent payer leur chambre d'hôtel, obligatoirement en devises.
- Les tickets d'avion émis par Air Tanzanie pour les voyages internationaux, sont obligatoirement payés en devises avec interdiction d'endossement par une autre compagnie, etc...

Malgré toutes ces acrobaties, le Pays ne semble pas faire entrer suffisamment de devises, à telle enseigne qu'il se trouve actuellement en cessation de paiement vis-à-vis de certains de ses créanciers.

.../...

C'est le cas pour la Banque Africaine de Développement à laquelle la Tanzanie n'arrive pas à payer des intérêts s'élevant actuellement à plus de 5 Millions de Dollars US.

La réaction de la BAD a été de suspendre le financement des projets en cours (nous en parlerons dans le chapitre suivant).

Des difficultés de remboursement qui ne sont sûrement pas feintes quand, selon les indications de la Banque Mondiale, on sait que:

- au 31 Décembre 1981, la dette publique extérieure de la Tanzanie s'élevait à 2.341,1 Millions de DollarsUS dont 1.476,1 seulement étaient remboursés.

- Entre le 30 Juin 1982 et le 30 Juin 1983, la Tanzanie avait un prêt de la Banque Mondiale de 264.501 Millions de dollars (ce montant comprend une partie des prêts accordés aux compagnies de l'ex-communauté est-africaine) dont 202,745 Millions restaient impayés.

On peut donc dire, sans se tromper, que l'année 1983 a hérité de l'année 1982, d'une situation économique difficile.

Cependant, si la guerre menée contre les "saboteurs" et les "fraudeurs" de l'économie tanzanienne n'a apporté aucune solution à la situation économique difficile du Pays, il faut reconnaître que d'autres mesures ont été prises ou tentées pour redresser l'économie.

.../...



SECTION IV: MESURES DE REDRESSEMENT

Une étude effectuée par le Fonds Monétaire International a abouti à la conclusion que ce Pays ne pourra jamais sortir de sa crise actuelle s'il n'encourage pas l'augmentation de la production agricole.

Le FMI a tenu à préciser que l'augmentation de la production agricole implique obligatoirement l'octroi de prix plus rémunérateurs aux producteurs, surtout pour les principales cultures industrielles.

Cette alerte du Fonds Monétaire International a permis aux responsables tanzaniens de prendre davantage conscience de ce que le développement de leur Pays passe d'abord par l'amélioration et l'augmentation de la production agricole.

La réaction a été immédiate et positive et des mesures d'assainissement ont été prises afin d'améliorer et d'augmenter la production agricole tout en donnant des prix plus rémunérateurs aux producteurs.

1. Amélioration de la Production Agricole

Dans son discours devant le Congrès en Octobre 1982, le Président NYERERE a consacré une large partie de son intervention au secteur agricole. Depuis lors, le Ministère de l'Agriculture organise des séminaires et des réunions pour sensibiliser la population et les fonctionnaires engagés dans le secteur agricole, sur l'importance de l'agriculture dans la vie économique du Pays.

.../...

Souvent le Président lui-même descend sur le terrain pour visiter des projets agricoles et souligner l'importance de cette nouvelle orientation.

On a noté que, pour donner à la politique agricole toute son importance, en Février 1983, le Chef de l'Etat a renforcé le cadre administratif du Ministère de l'Agriculture.

C'est ainsi que, le Ministre de l'Agriculture, le Professeur MACHUNDA a reçu comme Secrétaire Général, le Professeur MBILINYI qui, jusqu'à sa nomination à ce poste, était le conseiller économique du Président NYERERE.

On a noté que dans le même sens, le Premier Ministre, Monsieur SOKOINE, avait invité des personnes financièrement capables, à s'engager dans des activités agricoles.

Dorénavant, a-t-il précisé, ceux qui le désirent, peuvent demander à l'Etat de leur allouer des terres à exploiter en dehors des fermes villageoises.

L'on se rappelle en effet qu'après la déclaration d'Arusha, de grandes plantations de sisal, de café, etc... avaient été nationalisées mais que la production n'avait fait que baisser d'année en année à cause du manque d'intérêt.

L'Etat n'avait pas pu non plus valoriser les grandes plantations de blé et de maïs nationalisées. Aussi, la Tanzanie qui était exportateur de maïs commençait à dépendre de l'aide internationale pour avoir cette même denrée.

.../...



Le Secrétaire Général du Parti, Ndugu Rashid KAWAWA, a lui-même reconnu cette erreur du passé lorsque le 20 Octobre dernier il a annoncé la décision du Gouvernement de remettre aux paysans, afin de les gérer en coopératives, les 52 plantations de café nationalisées en 1973 dans la région de Kilimanjaro.

Monsieur KAWAWA a avoué que, depuis 1973, année où ces fermes avaient été nationalisées, celles-ci avaient été gérées avec beaucoup de difficultés dues notamment aux dettes que les villages respectifs n'avaient pas pu éponger puisque, ne disposant pas de titre de propriété, ils ne pouvaient pas obtenir de prêts bancaires.

Ces problèmes ont abouti au déclin de la production de café et même à la transformation des plantations en véritables forêts.

Le déclin de la production de café a alors amené le Gouvernement à instituer une commission spéciale, ayant pour mission d'analyser les problèmes des fermes nationalisées.

La Commission des 27

Après que la commission eût remis son rapport, le Gouvernement prit trois décisions importantes:

- l'annulation de toute compensation due ou de toute dette datant de la nationalisation.
- l'octroi de titres de transfert de propriété aux villages respectifs afin de leur permettre d'obtenir des prêts pour développer ces fermes.

.../...

- le maintien de la gestion de ces fermes aux villages qui les avaient en charge depuis la nationalisation.

Ainsi, les 52 plantations de caféiers nationalisées il y a dix ans dans la région de Kilimanjaro, viennent d'être allouées, avec des actes de transfert de propriété, aux sociétés coopératives qui les gèraient, afin que dans ces nouvelles conditions, ces fermes soient gérées avec plus d'efficacité.

Dans le cadre des mesures prises pour l'amélioration de la production agricole, il faut enfin signaler que le Gouvernement a donné des directives aux responsables des Régions, afin qu'ils consacrent au moins 30% du budget de développement au secteur agricole.

En réalité, l'on ne peut s'attendre à des résultats immédiats puisqu'il s'agit d'un programme de longue haleine. Il s'agira en effet de changer les mentalités des gens afin qu'ils adoptent un nouveau mode de production. Mais cette politique ne réussira que si le Gouvernement révisé le système des prix. En effet, alors qu'au Rwanda, en vendant un Kilo de café, on peut acheter au moins trois Kilos de haricots ou huit Kilos de pommes de terre, en Tanzanie cela est pratiquement impossible.

Par exemple, en Tanzanie, un Kilo de haricots coûte 18 Shillings alors que le paysan reçoit 17,8 Shillings pour un Kilo de café Arabica et 8,00 Shillings pour un Kilo de café Robusta.

.../...



## 2. Révision du système des prix

Pour stimuler la production, le FMI avait exigé d'augmenter de 40% le prix au producteur. Les autorités tanzaniennes ont refusé ce taux tout en acceptant le principe d'accorder un prix plus rémunérateur aux producteurs.

Ainsi, dans un effort pour motiver les paysans à augmenter la production, le Président de la République vient d'annoncer les nouveaux prix des produits agricoles pour la saison 1984/85.

Les produits agricoles de rapport concernés sont principalement le tabac et le coton, qui apportent des revenus importants en devises.

Ainsi:	Prix actuel	Prix annoncé pour saison 84/85
1 Kilo de Tabac	18,00Sh.	25,20 Sh.
1 Kg de Tabac non traité	11,50Sh.	16,20 Sh.
1 Kg de Tabac à grosses fibres	10,00Sh.	14,00 Sh.
1 Kg de Coton 1ère caté- gorie	6,00Sh.	8,40 Sh.
1 Kg de Coton 2ème caté- gorie	3,20Sh.	4,50 Sh.

S'agissant des produits alimentaires, le Président a déclaré que leurs prix ne seront pas augmentés au hasard dans toutes les régions.

.../...

Dans les régions où ces produits sont recommandés et cultivés intensivement, de nouveaux prix sont offerts aux paysans. Dans les régions où ces cultures ne sont pas recommandées, les prix resteront bas.

	<u>Dans les régions où la</u>		<u>dans les autres</u>	
	<u>culture est recommandée</u>		<u>régions</u>	
	<u>Prix</u>	<u>Prix</u>	<u>prix</u>	<u>Prix</u>
	<u>actuel</u>	<u>après</u>	<u>actuel</u>	<u>Augmenté</u>
		<u>augmentation</u>		
1 Kg Maïs	2,20 Sh	4,00 Sh	1,90	2,50
1 Kg Riz non décortiqué	4,00	6,00	3,00	4,00
1 Kg Blé	3,00	4,00		
Sorgho & Millet	2,00	3,00		
1 Kg Manioc 1ère catégorie	1,20	2,00		
1 Kg Haricots	5,00	8,00	2,75	3,50
1 Kg Tournesol Noir	4,00	6,00		
1 Kg Tournesol type Jupiter	3,50	5,25		
1 Kg Cacahuettes	8,00	12,80		
1 Kg Soja	4,50	6,75		

.....



Il y a lieu d'espérer que cette augmentation des prix des produits agricoles va stimuler les paysans à produire plus.

Le malheur est seulement que, dans le commerce mal organisé que l'on connaît, ces prix officiels ne sont que de forme, puisque les meilleures transactions se font au marché noir.

Outre ces mesures prises pour favoriser l'amélioration de la production agricole, les responsables politiques du Pays ont saisi l'opportunité et l'urgence de redynamiser le secteur de l'industrie et de restructurer les sociétés parastatales dont la mauvaise gestion non seulement freine la production mais aussi ruine financièrement l'Etat.

#### Redynamisation de l'Industrie

La Tanzanie a constaté que ses maigres ressources n'étaient pas capables d'assurer une production maximale de ses nombreuses industries.

En effet, par manque de devises et de matières premières, la plupart des usines tournent à 30% de leur capacité.

Au cours de l'année 1982, le Gouvernement avait alors pris la décision de fermer les usines qui ne sont pas rentables, pour investir dans d'autres jugées plus utiles.

.../...

Mais les résultats de cette mesure n'ont pas été visibles puisque la pénurie de tous les produits fabriqués sur place a persisté.

Le secteur industriel n'ayant pas ainsi montré des signes de relance, le Gouvernement a décidé de mettre en place ce qui a été appelé le Programme d'Ajustement structurel (voir supra) pour redresser l'économie.

Avec ce programme, le Gouvernement a pris des mesures visant à accroître la production et à réduire les coûts de fonctionnement des services de l'Etat et du secteur public.

Il a demandé au secteur industriel de porter au maximum ses efforts sur la substitution des matériaux importés par des matériaux locaux disponibles ou par la recherche d'autres potentialités locales.

Pendant cette période de crise, le Gouvernement insiste à ce que le secteur industriel <sup>se</sup> concentre <sup>sur</sup> une ligne de production qui nécessite une utilisation minimum de devises.

Le Gouvernement a demandé à ce que les industries et\* les usines du Pays, mettent l'accent sur la fabrication de pièces de rechange qui, importées, coûtent très cher en devises.

Dans le secteur de la macro-économie, il a pris des mesures, comme nous l'avons vu plus haut, pour renforcer les secteurs de la production tels que l'agriculture, non seulement pour le rétablissement de la

.../...



situation économique mais aussi pour atteindre une auto-suffisance alimentaire ferme et stable.

Enfin, dans la politique de redynamisation de l'industrie, le Gouvernement a souligné l'intérêt particulier porté à la promotion de l'exportation.

#### Restructuration des parastataux

L'efficacité dans les parastataux reste handicapée par un laisser-aller et un effectif pléthorique.

Au nombre de plus de 400 actuellement, ces parastataux plutôt que de contribuer à l'augmentation de la production, devenaient une très lourde charge pour l'Etat.

On sait par exemple, qu'en 1980/81, l'Etat avait investi 5.320,6 Millions de Shillings dans les sociétés parastatales chargées des produits agricoles, et que, à cause de la mauvaise gestion, ces mêmes parastataux avaient, pour la même période, un déficit de 210 Millions de Shillings, soit 9% de leur revenu commercial qui était programmé à 2,455 Millions.

A elle seule, la National Milling Corporation a enregistré un déficit de 470 Millions de Shillings, soit 31% de son chiffre d'affaires.

Et les déficits n'ont cessé d'augmenter les deux années d'après.

.../...

Devant cette situation, le Président NYERERE , à la demande expresse du Parti qui venait de tenir son Congrès ordinaire en 1982, a mis sur pied deux commissions.

Une, chargée d'examiner le fonctionnement de chaque parastatal afin de dégager les recommandations qui s'imposent pour un bon rendement.

Une autre chargée d'examiner les dépenses du Gouvernement, dans les Ministères, dans l'Administration Régionale et dans d'autres départements, incluant même les services de la Défense et de la Sécurité.

Les deux commissions avaient pour mission d'analyser entre autres points, la structure des services gouvernementaux et des sociétés parastatales, ainsi que leurs objectifs et de conseiller sur les moyens de les restructurer en vue d'augmenter leur efficacité tout en réduisant leur coût de fonctionnement.

La commission chargée d'enquêter sur les dépenses de l'Etat a remis son rapport il y a quelques mois.

La commission chargée d'examiner le fonctionnement des parastataux a présenté son rapport au Président de la République le 2 Novembre 1983.

La commission avait eu à étudier les secteurs de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'industrie et du commerce, de l'eau et de l'énergie, des travaux publics, des transports et communications, des terres, du logement et du développement urbain.

.../...



Elle avait eu aussi à enquêter sur les problèmes posés par la gestion du Centre Médical de Muhimbili et de la Tanzania Elimu Supplies (société chargée de la distribution des fournitures scolaires).

Comme on le sait, ces deux parastataux sont, dans le cadre de la politique socialiste tanzanienne, des services qui fonctionnent grâce aux énormes subsides du Gouvernement.

Comme de par leur vocation, ils fonctionnent à fonds perdus, ils constituent une lourde charge pour l'Etat, surtout en cette période de crise économique.

La commission n'avait donc pas à étudier leur orientation vers une politique de production pour un auto-financement mais d'examiner les moyens de bien les gérer.

Pour tous les parastataux examinés, la commission a émis une série de recommandations qui, si elles étaient suivies, réduiraient leur coût de fonctionnement.

La commission a noté par exemple, que si les recommandations faites sont rigoureusement observées, l'Etat épargnerait annuellement au moins 1.609,9 Millions de Shillings.

La commission a signalé également que beaucoup de sociétés parastatales perdent chaque année des millions de Shillings dans l'achat des véhicules de service et surtout dans leur mauvaise utilisation.

.../...

Insistant sur la mauvaise gestion de ces véhicules, la commission a suggéré que la meilleure façon de diminuer les abus serait de réintroduire le système de location des véhicules, de manière à responsabiliser chacune des sociétés parastatales concernées.

Il faut enfin signaler que, pour marquer l'intérêt attaché à la restructuration des parastataux, le Gouvernement a, outre les deux commissions mentionnées, mis sur pied un Comité Exécutif de l'Association tanzanienne des sociétés parastatales, présidé par le Ministre des Finances.

L'Association tanzanienne des sociétés parastatales a été créée pour développer un système dynamique permanent favorisant la collaboration et la coordination des activités dans le but de résoudre les problèmes de gestion.

Telles sont les approches qui, si elles sont tenues au sérieux, pourraient permettre aux parastataux, d'améliorer leur rendement dans les prochaines années.